

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 10/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BAUDELET SAS

271 rue du Meunynck
59140 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BAUDELET Eco
tri_Dunkerque_0007005204\2_Inspections\2025 05 16 incendie
Code AIOT : 0007005204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement BAUDELET SAS implanté 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection, effectuée le 16/05/2025 aux alentours de 14h00, est réactive suite à un incendie qui s'est déclenché le matin même vers 3h00 dans une alvéole de déchets type industriels banals et qui a été maîtrisé vers 10h00.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUDELET SAS
- 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque

- Code AIOT : 0007005204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BAUDELET HOLDING exploite le site implanté rue du Meunynck à Dunkerque depuis 2011 sous le régime de la déclaration pour les activités suivantes :

- déchetterie destinée aux artisans, aux PME et aux particuliers (rubrique 2710) ;
- zone d'apport volontaire de ferrailles et métaux (rubrique 2710) et zone de transit, tri et regroupement de ferrailles et métaux (rubrique 2713) ;
- zone de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (rubriques 2714, 2715 et 2716) ;
- installations de transit, tri et regroupement de DEEE (rubrique 2711).

Dans le cadre du développement de ses activités sur le site, un arrêté d'autorisation a été signé le 1er juillet 2022 pour prendre en compte l'augmentation de capacités de certaines activités existantes et la mise en place de nouvelles activités.

Les activités du site sont à présent :

- la déchetterie destinée aux particuliers, aux artisans et PME ;
- la zone de regroupement, tri et transit de ferrailles et métaux ;
- la zone de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux avec la mise en place d'une aire de travail à façon ;
- la zone de regroupement, tri et transit de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ;
- la zone de regroupement, tri et transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;
- l'activité de découpe de ferrailles et métaux.
- le prétraitement des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ;
- le déconditionnement des biodéchets liquides ;
- le broyage de déchets non dangereux ;

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents et rapports	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 2.1.6.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de détection incendie et du report de l'alerte mis en place par l'exploitant ont permis une intervention rapide des pompiers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents et rapports

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 2.1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Incidents et rapports

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 16/05/2025 à 11h29, l'exploitant a signalé à l'inspection un incendie qui a eu lieu le matin même un peu avant 3h00 sur son site de tri de déchets situé Zone Industrielle de Petite Synthe à Dunkerque.

Dans ce courriel, l'exploitant précise :

- la situation du départ de l'incendie (un tas de déchets non dangereux ultime d'environ 350 à 400 m3 ;
- la chronologie des événements depuis la détection de l'incendie jusqu'au départ des pompiers ;
- la quantité estimée à 100 m3 environ de DIB qui ont brûlé ;
- les premiers constats sur les conséquences de l'incendie.

L'inspection s'est rendu sur site le 16/05/2025 à 14h00 et a effectué les constats suivants :

Le site était fermé au public jusqu'au lundi 19/05 ; il n'y avait pas d'activité sur le site hormis la surveillance.

L'incendie s'est déclaré dans le bâtiment principal (n°1) qui abrite les zones de transit, tri, regroupement de déchets. Ces zones sont séparées en alvéoles constituées de murs en blocs béton modulables.

L'alvéole touchée par l'incendie contenait des DIB refus de tri. Les deux alvéoles voisines contenant pour l'une des plastiques - PVC et pour l'autre des menuiseries aluminium n'ont pas été impactées.

L'exploitant indique qu'au cours de l'incendie, le mur de l'alvéole donnant sur l'extérieur du bâtiment a été démonté pour permettre de sortir les déchets qui se consumaient afin de les arroser une fois à l'extérieur. Ce mur a ensuite été remonté.

Les dégâts apparents sur le bâtiment concernent des traces de brûlures sur les murs et des tôles fusibles en toiture qui ont fondu.

Au moment de l'inspection, les déchets brûlés sont entreposés à l'extérieur du bâtiment sur la voirie étanche. L'exploitant indique que ces déchets seront évacués vers son site de Blaringhem dans les jours suivants. Selon un courriel de l'exploitant en date du 20/05/2025, ces déchets ont été évacués entre le 21 et le 23/05/2025 vers le site de Blaringhem et entreposés sur une zone isolée et couverte avec une surveillance renforcée.

Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de caractériser ces déchets avant traitement final.

La présence de traces d'eau d'arrosage est limitée à l'extérieur du bâtiment à la zone d'entreposage des déchets incendies, et à l'intérieur du bâtiment aux alentours de l'alvéole concernée.

La vanne de sortie du bassin de confinement est maintenue en position fermée et le bassin est rempli à environ la moitié de sa hauteur.

Les eaux contenues dans le bassin de confinement devront être analysées pour en déterminer le mode d'évacuation et de traitement.

Par courriel du 28/05/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de notification d'accident qui comporte les informations suivantes :

" TYPOLOGIE ET CHRONOLOGIE DE L'EVENEMENT :

Vendredi 16/05/2025 :

2h48 : Détection départ de feu sur casier déchets non dangereux ultimes par caméra de détection thermique présente dans le bâtiment. Levée de doute réalisée par centrale incendie et appel du gardien présent sur site ;

2h59 : Le gardien appelle le SDIS et les responsables de site ;

3h15 : Arrivée du SDIS sur site ;

3h30 : Fermeture de la vanne d'isolement par le gardien pour confinement des eaux d'extinction d'incendie ;

4h00 : Arrivée du responsable des écosites - 4h15 : Arrivée de l'agent d'astreinte pour conduite d'engin ;

8h : Feu éteint, déchets sortis du bâtiment, étalés sur zone imperméabilisée et arrosés ;

9h : Arrêt de l'arrosage - 10h : Départ du SDIS. - Mise en surveillance tout le week end.

Lundi 19/05/2025 :

5h15 report de l'évacuation des déchets car présence de fumée, reprise de l'arrosage des déchets par RIA ;

6h40 : information du SDIS (mesure de sécurité) et intervention d'un fourgon pour arrosage des déchets ;

10h : départ du SDIS.

MATIERES DANGEREUSES OU POLLUANTES IMPLIQUEES :

Incendie de déchets non dangereux ultimes. Environ 350 à 400 m3 de déchets non dangereux présents dans le casier dédié avant l'incendie. Reste environ 250 à 300 m3 en fin d'incendie (100 m3 incendiés).

NATURE ET EXTENSION DES CONSEQUENCES :

Pas de blessure ou d'intoxication. Dégâts matériels limités à quelques tôles fusibles en toiture. Pas de pollution des sols (surfaces imperméabilisées). Pas de pollution des eaux (confinement des eaux dans le bassin de confinement). Les eaux sont en cours d'analyses pour déterminer le mode de gestion. Fermeture du site la journée de l'incendie et mode dégradé la semaine suivante, jusqu'à évacuation complète des déchets. Les déchets ont été évacués du 21 au 23/05/2025 et isolés sur un autre site du groupe, dans l'attente de leur analyse, pour remise en activité normale du site. Perte d'exploitation liée à la fermeture du site sur une journée et à la déviation de transport.

MESURES PRISES :

Chaine d'alerte opérationnelle : détection départ de feu par caméra thermique - levée de doute par centrale incendie - appel agent de sécurité sur site qui déroule la liste d'appel : SDIS puis exploitant. Diffusion de l'information en interne. DREAL informée en fin de matinée avec intervention pour visite d'inspection dans l'après-midi et échanges réguliers par mails.

Incendie limité au casier de déchets non dangereux (pas de propagation aux casiers adjacents grâce aux séparations par blocs bétons modulaires). Les déchets incendiés gorgés d'eau (poids total de 156,06 t) ont été évacués (du 21 au 23/05) et entreposés provisoirement sur zone isolée sur autre site pour mise en sécurité, en attente d'analyse pour vérifier l'acceptabilité en ISDND.

Eaux d'extinction d'incendie en cours d'analyses pour déterminer la filière d'évacuation (confinement dans le bassin en attente).

CIRCONSTANCES ET CAUSES DIRECTES DE L'ACCIDENT :

L'incendie s'est déclaré la nuit hors période d'activité.

Détection de l'incendie opérationnelle : détection via caméra thermique et levée de doute par la centrale incendie avec appel de l'agent de sécurité sur site. Chaîne d'alerte opérationnelle : l'agent de sécurité sur site a déroulé la chaîne d'alerte : appel SDIS puis appel exploitant. Accueil du SDIS sur site par l'agent de sécurité. Fermeture de la vanne d'isolement par l'agent de sécurité pour le confinement des eaux. Intervention des exploitants dont l'agent d'astreinte engin pour évacuation et étalement des déchets sur dalle extérieure. Évacuation facilitée par déconstruction du mur réalisé en blocs bétons modulaires. Étalement et arrosage extérieur permettant une extinction plus rapide. Fermeture de l'accès au site aux extérieurs pour la journée et déviation des transports vers d'autres sites. Information DREAL. Mise en sécurité et surveillance par le gardien des déchets incendiés tout le week-end avec lance RIA à proximité. Évacuation des déchets reportée en présence de fumées.

ENSEIGNEMENTS TIRES / AMÉLIORATIONS DE LA SÉCURITÉ :

L'origine de l'incendie reste indéterminée.

Absence de propagation aux casiers adjacents grâce à la séparation des casiers par des blocs bétons modulaires. Déconstruction facilitée du mur vers l'extérieur réalisé en blocs béton modulaire (a pu être reconstruit dès la fin de l'incendie). Détection thermique précoce et chaîne d'alerte opérationnelle. Formation adaptée du gardien qui a fermé la vanne d'isolement pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie. Gestion efficace de l'incendie par les exploitants : évacuation et étalement des déchets ; fermeture des accès au site et déviation des transports vers d'autres sites ; report de l'évacuation des déchets en présence de fumées. "

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tiendra l'inspection informée des résultats des analyses et filières de traitements finaux des déchets incendiés et des eaux confinées.

Type de suites proposées : Sans suite